

- 24 juillet. Dévoilement d'une tablette commémorative en l'honneur de Cabot à l'occasion du 400^e anniversaire de son débarquement sur le continent.
- 30 juillet. La Grande-Bretagne notifie la Belgique et l'Allemagne de son intention de se retirer des traités (commerce) faits entre elles en 1865 et 1862 respectivement.
- 4 août. Le très honorable Joseph Chamberlain déclare dans la Chambre des Communes Impériales que les premiers ministres des colonies, pour l'avantage des gouvernements responsables de leurs colonies, désirent la dénonciation des traités de commerce existant entre l'Allemagne et la Belgique pour la raison qu'ils interviennent dans leur politique de préférence commerciale avec la mère-patrie.
- 7 août. Décision des officiers en loi de la couronne d'Angleterre rendue publique, que l'extension préférentielle à la Grande-Bretagne, par le Canada, doit être accordée à toutes les colonies ayant des traités avec elle contenant la clause de la nation la plus favorisée, aussi longtemps que les traités avec l'Allemagne et la Belgique seront en vigueur.
- 11 août. Le gouvernement du Canada étend le tarif minimum à la France.
- 25 août. Le gouvernement canadien étend le tarif préférentiel à la République Argentine, l'Autriche, la Hongrie, la Bolivie, la Colombie, le Danemark, la Perse, la Russie, la Suède, Tunis, Venezuela et la Suisse. Les Nouvelles Galles du Sud admises le 22 mai et les Indes anglaises, le 24 septembre.
- 27 août. Retour de sir Wilfrid Laurier au Canada, on lui fait une chaleureuse réception.
- 31 août. La 67^e assemblée annuelle de l'Association médicale anglaise ouverte à Montréal (première assemblée en Canada), J. G. Roddick, M.D., M.P., premier président canadien. Première réunion annuelle en dehors des Îles Britanniques.
- Première assemblée annuelle du barreau canadien, tenue à Halifax.
- Les conseils médicaux de Québec, l'Île du Prince-Edouard, la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick et Manitoba acceptent le projet d'enregistrement inter-provincial à l'assemblée de l'association médicale canadienne, tenue à Montréal.
- 1^{er} septembre. Le conseil des Indes orientales suspend la vente des billets d'échange.
- L'université McGill confère le degré de L.L.D. à Lord Taister, président de la Société Royale, au professeur Charles Pichet, délégué officiel du gouvernement français, et autres.
- 3 septembre. Mort de I. E. Bowman, ex-M.P.
- Mort de sir W. F. D. Jervois, envoyé en ce pays en 1863 en mission spéciale pour faire rapport sur les défenses de Québec, et sur les améliorations à faire aux fortifications des Bermudes, Halifax, Malte et Gibraltar.
- 10 septembre. Convention des municipalités provinciales, à Toronto, pour prendre en considération la taxe d'exemptions.
- Destruction à Ottawa et en présence du directeur général des Postes, et autres des plaques, rouleaux, coins, etc., avec lesquels les timbres de poste jubilaires ont été imprimés. Environ 32,000,000 timbres de poste, et 7,000,000 de cartes postales y ont été imprimés.
- 14 septembre. Ouverture de la troisième session du Congrès du travail et des ouvriers du Canada, à Hamilton.
- 14 septembre. Banquet en l'honneur de sir Wilfrid Laurier par les citoyens de Montréal à l'occasion de son retour d'Angleterre.
- 21 septembre. Le procureur général des États-Unis, donne son opinion (et la rend publique) que la section 22 du nouveau tarif américain n'a pas créé de distinction dans les marchandises importées dans les États-Unis *via* Canada.
- 27 septembre. Service de téléphone de longue distance établi entre Montréal, Québec et Toronto, sur le côté canadien et Boston, E.-U. sur le côté américain. Distance entre Boston et Toronto 800 milles.
- 4 octobre. Feux des prairies autour de Winnipeg. Plusieurs pertes de vies et beaucoup de dommages à la propriété.
- 6 octobre. Les villages de Casselman et de South Indian près Ottawa détruits par le feu. 500 maisons brûlées. Pertes estimées à \$500,000.
- 7 octobre. Clôture du fonds pour venir au secours des Indiens, à Londres, Angl.—contribution du Canada, \$500,000.
- 15 octobre. La Grande-Bretagne accède au désir des États-Unis de tenir une conférence relativement à la question de la pêche aux phoques d'après la cour d'arbitrage tenue à Paris en 1893. La session finale de cette conférence a été tenue le 10 novembre; sir Wilfrid Laurier et sir Louis H. Davies étaient les représentants diplomatiques du Canada, et James Macoun agissant comme expert. Le 19 novembre, le cabinet canadien s'assemblait pour prendre en considération les propositions des États-Unis qui étaient comme suit:—que les deux nations consentaient à suspendre tout de suite toute chasse aux phoques durant la prochaine saison dans l'Océan Pacifique et la mer de Behring, le *modus* devant